

## CHINE

Après avoir bien résisté une bonne partie de l'année 2018, la croissance a récemment ralenti et elle devrait baisser en 2019-20. Le fléchissement de la production industrielle, des bénéfices des entreprises et des recettes figure au nombre des signes de cet essoufflement. Les flux du commerce extérieur perdront un peu de leur vigueur du fait de l'escalade des tensions commerciales. Le ralentissement de l'activité résulte également de la contraction des investissements dans les infrastructures, sachant que la dette des collectivités locales fait l'objet d'un contrôle plus strict. Ces investissements pourraient toutefois rebondir sous l'effet de la récente accélération des émissions de titres de dette et de l'annonce de nouveaux projets.

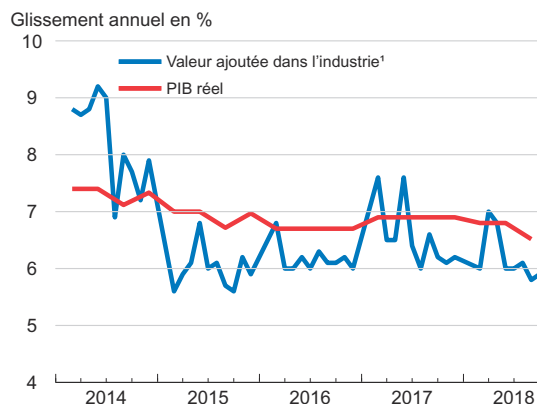
Les autorités monétaires sont en train d'assouplir l'orientation de leur politique pour soutenir l'activité économique. L'escalade des tensions commerciales a entraîné une chute du taux de change, stoppée par l'intervention des pouvoirs publics, et un repli des cours des actions. La politique budgétaire demeurera accommodante afin de contrebalancer le ralentissement de la croissance. L'efficacité des dépenses publiques sera renforcée par le système global de budgétisation axée sur les résultats qui vient d'être mis en place, mais il faudra accroître l'efficacité de l'affectation des capitaux en supprimant progressivement les garanties implicites dont bénéficient les entreprises et autres entités publiques. Les mesures prises récemment pour abaisser le taux moyen des droits de douane sont opportunes et il conviendrait de les poursuivre tout en continuant à faciliter l'activité des entreprises étrangères.

### *L'économie a été relativement épargnée par la montée des incertitudes à l'échelle mondiale*

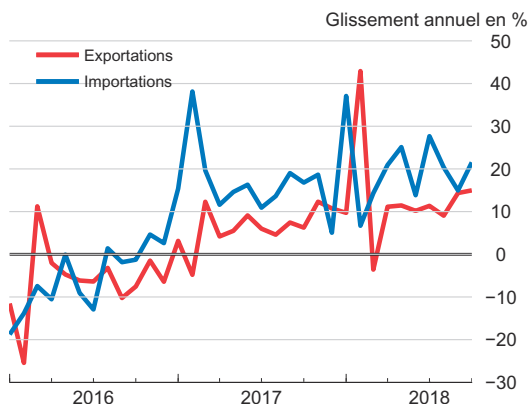
La croissance a bien résisté, malgré l'escalade des tensions commerciales et l'accentuation des incertitudes à l'échelle mondiale. La concentration des exportations en

### Chine

La croissance de la production industrielle a ralenti




La croissance des échanges de marchandises est restée relativement forte



1. Pour la valeur ajoutée dans l'industrie, les données mensuelles de janvier et de février ne sont pas publiées individuellement, mais pour les deux mois combinés. Les données manquantes sont calculées par interpolation linéaire.

Source : CEIC.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876461>

Chine : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de CNY	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	68.9	6.7	6.9	6.6	6.3	6.0
Demande intérieure totale	66.7	7.7	6.0	7.1	6.3	6.0
Exportations de biens et services	14.8	1.9	11.0	5.4	5.0	4.8
Importations de biens et services	12.6	6.3	6.9	7.9	4.9	4.7
Exportations nettes <sup>1</sup>	2.3	-0.7	1.0	-0.3	0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.1	4.1	2.9	3.0	3.0
Indice des prix à la consommation	—	2.1	1.5	2.0	3.0	3.0
Solde financier des administrations publiques <sup>2</sup> (% du PIB)	—	-3.0	-3.1	-3.1	-3.3	-3.5
Balance budgétaire principale <sup>3</sup> (% du PIB)	—	-2.9	-2.9	-2.9	-3.0	-3.1
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.8	1.4	0.4	0.4	0.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Prend en considération les soldes de l'ensemble des quatre comptes budgétaires (compte général, compte de fonds, caisses de sécurité sociale et comptes des entreprises publiques).

3. Le solde budgétaire global est le solde officiel défini comme la différence entre les recettes et les dépenses. Les recettes comprennent : les recettes du budget général, les recettes du fonds central de stabilisation et l'ajustement budgétaire infranational. Les dépenses comprennent : les dépenses du budget général, le renflouement du fonds central de stabilisation et le remboursement du principal de la dette infranationale.

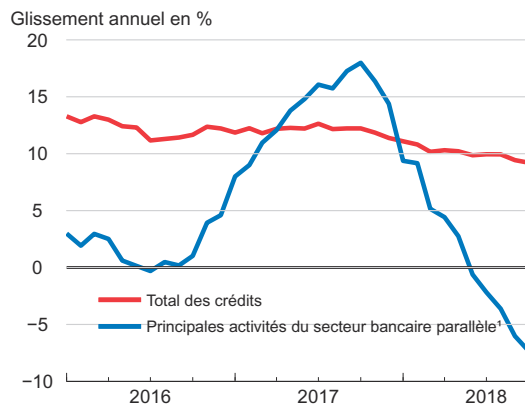
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877544>

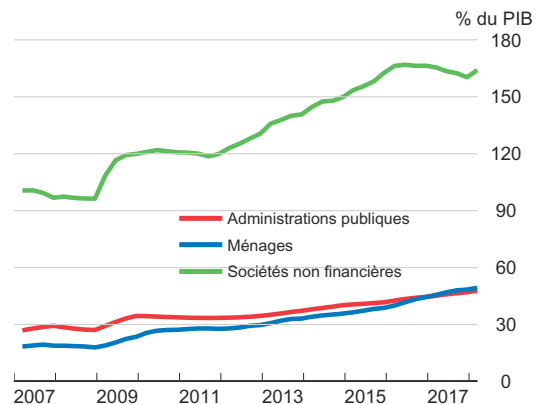
début de période et la dépréciation du yuan ont jusqu'ici atténué les effets de la hausse des droits de douane. Les importations sont également restées fermes, à la faveur des abaissements des droits de douane entrés en vigueur en début d'année et du fait que les hausses de droits appliquées par la suite en représailles sont restées ciblées et que le

## Chine

## Le secteur bancaire parallèle voit ses activités endiguées




## La dette des entreprises se stabilise, mais à un niveau élevé



1. Le système bancaire parallèle comprend les prêts inter-entreprises, les prêts consentis par l'intermédiaire de fonds fiduciaires et les acceptations bancaires non escomptées.

Source : CEIC ; et BRI.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876480>

tourisme émetteur est demeuré dynamique. En conséquence, la balance courante a été déficitaire au premier semestre pour la première fois depuis deux décennies. La demande intérieure, en particulier la consommation, est restée vigoureuse et continuera d'être un moteur stable de la croissance grâce à l'augmentation des revenus disponibles. Les investissements dans les infrastructures ont marqué le pas à la suite des restrictions imposées au secteur financier parallèle, source importante de leur financement. Plusieurs secteurs industriels se heurtent toujours à des problèmes de surcapacité, qui pèsent sur l'investissement des entreprises. Les services, en revanche, progressent régulièrement, en particulier dans les secteurs du numérique et de l'économie collaborative.

***La politique monétaire et la politique fiscale pourraient être assouplies, mais il faudrait accélérer les réformes structurelles***

La politique monétaire s'est quelque peu durcie du fait des restrictions imposées au secteur bancaire parallèle, nécessaires pour préserver la stabilité financière. Ces restrictions ont pesé de façon disproportionnée sur les entreprises privées et les petites entreprises, qui ont moins accès aux concours des banques commerciales, et elles ont amené les autorités à inciter les banques à accorder des prêts aux petites entreprises en les exonérant de l'impôt dû au titre de cette activité. La hausse des défauts sur obligations a fait augmenter la prime de risque de crédit. Dans la période à venir, un assouplissement modéré de la politique monétaire est envisagé pour alléger le fardeau de la dette. La dette des entreprises exprimée en pourcentage du PIB s'est stabilisée, mais le désendettement reste lent. Le dévissage des cours des actions minera la confiance.

La relance budgétaire soutiendra la croissance, mais une meilleure tarification du risque est nécessaire pour réduire la mauvaise affectation du capital. La suppression des garanties implicites dont bénéficient les entreprises et autres entités publiques contribuerait également à cet objectif, et la décision annoncée récemment de laisser les structures de financement des collectivités locales en difficulté quitter le marché va dans ce sens. Des effets de confiance négatifs et des réformes structurelles trop lentes pourraient limiter les effets des réductions d'impôt censées stimuler la consommation. Il faudrait assurer un niveau minimum de services publics grâce à une meilleure affectation des ressources de façon à favoriser l'égalité des chances quel que soit le lieu de naissance des individus. Il est impératif que les services publics de base, comme l'éducation et la santé, soient financés par l'État central pour garantir un niveau suffisant de prestation de services.

La politique de lutte contre la pauvreté devrait avoir pour objectif principal d'aider les individus à acquérir des compétences valorisées par le marché de façon à éviter la dépendance à l'égard des aides sociales. Accroître l'offre de services peu onéreux de garde et d'éducation des jeunes enfants dans l'ensemble du pays contribuerait à contenir la pauvreté des enfants et à favoriser l'égalité des chances en matière d'ascension sociale. En outre, les examens d'entrée dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne devraient pas porter sur des connaissances et des compétences que l'enseignement public ne permet pas d'acquérir, de sorte que les élèves dont les familles ne peuvent pas s'offrir les services d'écoles préparatoires onéreuses ne soient pas évincés. Les prix du logement dans les grandes villes sont inaccessibles pour les salariés modestes et l'offre de logement social est insuffisante.

**La croissance devrait rester vigoureuse**

La croissance devrait légèrement ralentir, faisant reculer l'inflation mesurée par les prix à la production. L'inflation mesurée par les prix à la consommation se redressera malgré tout à la faveur de la hausse des prix des produits alimentaires frais, due pour partie à la peste porcine africaine, mais ces tensions ponctuelles resteront bénignes. Les exportations et importations de biens enregistreront un certain ralentissement même si les effets des tensions commerciales seront tempérés par les réductions des droits à l'importation récemment décidées par la Chine et par l'augmentation des remboursements de TVA sur les biens exportés. Dans les industries de transformation, où la part des biens de consommation intermédiaire est élevée et la valeur ajoutée, faible, il en résultera un renforcement considérable de la compétitivité. Déjà, de plus en plus d'exportations destinées au marché américain sont acheminées via des pays tiers non concernés par les hausses de droits de douane. L'essor du tourisme à l'étranger continuera de réduire l'excédent des paiements courants. Les investissements dans les infrastructures rebondiront grâce à la reprise des projets locaux financés par des obligations.

Juguler les activités du secteur bancaire parallèle permettrait d'améliorer la stabilité financière et la transparence, mais pourrait entraîner des problèmes de financement pour les petites entreprises. L'accélération du désendettement des entreprises est indispensable pour assainir les bilans, dans un contexte d'alourdissement du service de la dette. Un désendettement lent se traduirait certes par une croissance plus vigoureuse à court terme, mais aussi par des déséquilibres plus importants par la suite. Une dynamique de relance budgétaire plus modérée pourrait avoir un impact négatif sur la croissance, mais atténuerait le risque d'une nouvelle accumulation d'engagements implicites des administrations publiques. Les investissements dans les infrastructures sont principalement financés par des fonds publics qui ne proviennent toutefois qu'en partie du budget, ce qui réduit la transparence. Il est possible que les frictions commerciales pèsent de façon disproportionnée sur les petites entreprises qui sont moins à même de réduire leurs marges bénéficiaires pour s'adapter au relèvement des droits de douane, et sur certaines régions dont la croissance est davantage tributaire des exportations. Le yuan pourrait de nouveau se déprécier, ce qui pourrait atténuer quelque peu l'impact des restrictions aux exportations.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2018-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2018), « Chine », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2018-2-11-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-11-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).